

Pour et contre

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Actio : un magazine pour l'aide à la vie**

Band (Jahr): **95 (1986)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Comment lutter pour la paix?

Face à la guerre, que faire? Face à la détérioration des relations entre maints Etats ou ethnies, comment réagir? Cette question, nous nous la posons tous, qui que nous soyons, quelle que soit la fonction que nous assumons au sein de la société. Jean-Pierre Stroot et Philippe Stroot partent tous deux en croisade pour la paix mais par deux voies

différentes. Le père, vice-président du Conseil de la Fondation GIPRI, pose en priorité l'urgence du désarmement; le fils, attaché de presse à l'OMS, emprunte un itinéraire en apparence détourné, mais qui ne vise pas moins sûrement le même but: la paix. Deux voies différentes, mais nullement incompatibles.

Une priorité: le désarmement

Il faut s'entendre sur le mot de paix. La paix des ménages n'est pas nécessairement le bonheur quand elle réside dans la résignation. De même la contrainte ne peut présider durablement à la paix à l'intérieur des sociétés ni entre celles-ci. Les conflits font partie intégrante de la vie. Ils en sont un moteur. Le tout est de les résoudre sans dégâts insupportables pour les uns et les autres.

L'histoire montre quantité de conflits résolus de façon heureuse. Elle en montre hélas un nombre bien plus grand qui n'ont trouvé d'issue que dans la violence. Malgré les massacres et quelquefois même les génocides, l'humanité n'en a pas disparu pour autant. Cela ne signifie pas que les souffrances endurées soient sans importance ni que les éviter ne soit de tous temps une tâche essentielle. Cependant, aujourd'hui, les techniques d'armement mettent en péril la survie de l'espèce. Voilà ce qui donne une certaine priorité à la question du désarmement.

L'histoire montre également que la supériorité technique plus que l'intelligence des généraux a donné la victoire dans les guerres passées. Cette constatation est à l'origine du plus grave des malentendus actuels, qui se manifeste par la course à la suprématie ou, au moins, à la parité des armements nucléaires. Or l'existence de ceux-ci ne permet plus de supériorité effective. Il n'y a plus de victoire possible dans une guerre nucléaire de quelque envergure. Personne n'avance sérieusement l'idée de conflit nucléaire limité, car personne ne sait comment l'arrêter. Pour tout dire, aucun stratège ne sait comment utiliser ces armes. Cela est vrai pour les arsenaux démentiels des deux grands, les USA et

l'URSS, mais aussi pour les arsenaux plus modestes, mais en extension et en renouvellement, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Chine, et pour ceux en préparation dans plusieurs pays. Il n'en résulterait qu'une catastrophe majeure pour les belligérants, — ce qui les concerne, — mais aussi pour les autres. La civilisation sinon la survie des hommes sont en jeu.

Toutes les tentatives de neutralisation des armes nucléaires sont vouées à l'échec. Il n'y a et il ne peut y avoir de solution technique ni à court, ni à long terme à la question de la suprématie, ni à celle de la défense efficace. Toute mesure appelle la contre-mesure et la course est sans fin. Le gouvernement français a donné le démenti implicite le plus clair aux prétentions de l'initiative de défense stratégique, plus connue sous le nom de «guerre des étoiles», qui est censée éliminer à terme les armes nucléaires. La France construira de nouvelles têtes qui franchiront les barrières de défense que cette initiative pourrait créer. Il n'est sans doute pas même besoin de renouveler le matériel existant. Il suffit de multiplier le nombre des missiles dans la même proportion où les défenses deviennent plus efficaces. De plus le procédé est nettement moins coûteux que les techniques de défense.

L'idée de défense est rassurante pour les uns, préoccupante pour les autres car elle enlève la crédibilité de la dissuasion sur laquelle repose l'équilibre fragile actuel. Alors les pouvoirs politiques s'accrochent à l'espoir ou à l'inquiétude sans admettre que la technique qui assure leur puissance apparente ne peut plus rien pour eux à partir du moment où un laboratoire défait ce que fait l'autre.

La dissuasion par la menace de représailles intolérables est indiscutablement un élément important parmi tous ceux qui ont empêché jusqu'ici le déclenchement de la troisième guerre mondiale. C'est cependant un élément essentiellement instable qui encourage la prolifération, l'amélioration continue de la qualité et l'augmentation de la quantité des armes en présence.

Certains redoutent que le désarmement nucléaire n'ouvre la porte à de nouvelles guerres «classiques» avec leurs cortèges d'horreurs. Cela ne peut pas être exclu. Les pays du tiers monde sont bien placés pour en témoigner. Les guerres actuelles se passent chez eux. Ils savent aussi qu'en cas de guerre nucléaire ils seraient atteints comme les combattants. Les développements techniques nouveaux transforment lentement mais sûrement la conduite de la guerre classique. Chars d'assaut et hélicoptères sont irrémédiablement condamnés au rang d'armes de maintien de l'ordre. Tout ce qui bouge sur le champ de bataille est perdu, car il devient la cible des armes «intelligentes». Ceci est l'affaire de peu d'années. Le coût d'une arme «intelligente» est considérablement moindre que celui d'un char.

Plus généralement, le paradoxe est le suivant: les armées tirent leur puissance des laboratoires; à terme cette puissance les étouffe et les empêche de remplir leur mis-

sion qui, à l'origine, est d'assurer la sécurité des citoyens et l'intégrité du territoire national.

Il n'y a plus de solution technique au problème des conflits entre les communautés humaines. Les hommes doivent trouver de nouveaux moyens de le résoudre. B. Russel et A. Einstein l'avaient déjà compris en un temps où les arsenaux étaient dérisoires en comparaison avec ce qu'ils sont aujourd'hui. Dans leur manifeste de 1954, appel à la raison qui fut à l'origine des conférences dites de Pugwash, ils disaient, en faisant allusion aux progrès des nouvelles technologies: «Si vous le voulez, la voie est ouverte vers un nouveau paradis; si vous ne le voulez pas, devant vous se trouve le risque de la mort universelle.»

Etablir la paix par la justice sociale reste le défi le plus ancien et le plus actuel proposé à l'humanité. Il mérite l'attention de tous les instants. Mais les valeurs humaines ne sont pas uniformes et il reste toujours aussi difficile de s'accorder sur elles. De plus les fanatismes, les intérêts, les perversions du pouvoir en font bon marché. Il ne faut pas désespérer de l'utopie. Mais pour cela il faut d'abord que l'humanité survive. Il faut en priorité assurer le désarmement.

Jean-Pierre Stroot, vice-président du Conseil de la Fondation GIPRI, Institut International de Recherches pour la Paix à Genève.

Paix et santé, même combat

Et si l'une n'allait pas sans l'autre? S'il n'y avait ni santé sans paix ni paix sans santé? Encore faut-il se mettre d'accord sur une définition de la santé. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), il s'agit d'un «état de complet bien-être physique, mental et

social» qui «ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité». En remplaçant les mots «maladie» et «infirmité» par «guerre» et «conflit armé», n'obtiendrait-on pas une excel-

Suite page 6

SONDAGE

Croix-Rouge et paix Qu'en pensent-ils?

Avec l'ouverture de l'Année de la paix, et quelques mois après la clôture de la Conférence mondiale de la Croix-Rouge sur la paix, qui s'est tenue à Aaland et Stockholm, la rédaction d'*Actio* a demandé à quelques responsables à titres divers dans les sections de la Croix-Rouge suisse de s'exprimer sur

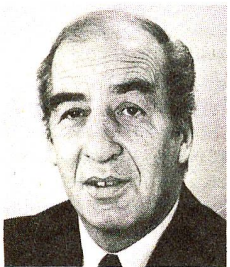
ce thème, en répondant à la double question suivante: comment la Croix-Rouge peut-elle être, selon vous, une force de paix, et quelle peut être la contribution de la Croix-Rouge à la paix. Une occasion de découvrir la pensée de quelques-uns de ceux qui «font» la Croix-Rouge dans notre pays.



Ph. Grand
d'Hauteville
Genève
Directeur de la
section genevoise
de la Croix-Rouge

Pour moi, cela signifie très clairement que là où il y a souffrance humaine en raison, notamment, de conflits armés, tensions politiques, tensions sociales, solitude, maladie, etc., l'action de la Croix-Rouge est toujours porteuse d'apaisement, parfois même de paix, au sens large. Cela signifie aussi que le taux de souffrance humaine étant ce qu'il est, la Croix-Rouge satisfaite, cela ne doit pas exister.

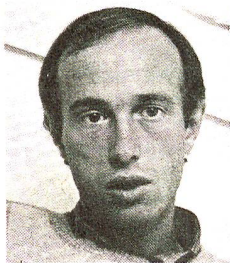
Agir, agir, agir... dans la ligne des Principes Fondamentaux. Lutter, soutenu par la conviction que la souffrance morale et physique est l'affaire de la Croix-Rouge. Etre innovateur dans cette lutte, ne pas «ronronner». Faire connaître, à titre préventif et éducatif, l'éthique du mouvement. Enfin, ne pas hausser les épaules... quand on vous renvoie au Père Noël!



P. Stempfel
Fribourg
Directeur
de la section
de Fribourg

Dès son origine, la Croix-Rouge a toujours pris position contre la guerre et pour la paix. Elle ne se contente pas de travailler en temps de paix mais pour la paix en contribuant à l'édification d'un idéal de compréhension et de paix entre les nations. Elle établit des programmes d'activités pour promouvoir la paix dans le monde. Elle a reçu le premier Prix Nobel de la Paix en 1901 et à nouveau en 1963.

Impartiale, neutre, indépendante et respectant les souverainetés nationales, elle a gagné la confiance de tous et parvient à faire respecter les engagements pris par les gouvernements signataires de la Convention de Genève.



Ph. Basci
Médecin
Président
de la section
de Bâle-Ville

Dans tous les pays et pour tous les régimes politiques, la Croix-Rouge intervient dans le respect de la personne humaine, et avec la volonté d'aider tous ceux qui ne peuvent vivre leur existence dans la dignité. Cette attitude est partout pacifiante.

Là où la Croix-Rouge peut alléger les souffrances et résoudre les problèmes, elle contribue à atténuer les tensions entre les hommes.

Les conflits violents de notre monde résultant le plus souvent de ces plaies que sont la misère sociale et l'injustice, toute action visant à promouvoir une plus grande égalité ne peut que contribuer à la paix.

Suite de la page 5

lente définition de la paix qu'il importe d'établir et de maintenir sur l'ensemble de notre planète? Rien de plus facile dès lors que de comparer l'humanité toute entière à un seul organisme humain et les guerres locales à des troubles survenant dans telle ou telle partie du corps. Poursuivant l'analogie, on peut remarquer que s'il existe des maladies mortelles qui finissent par emporter l'organisme tout entier, ce qui serait sans doute le cas d'un conflit nucléaire, aucune guerre-maladie aussi localisée soit-elle ne reste sans effet sur les autres parties de l'ensemble, qu'il s'agisse du bien-être d'un organisme ou de celui de l'humanité.

Dans quelle mesure favorise-t-on la paix en s'efforçant d'améliorer la santé mondiale? De même qu'un être équilibré et «bien dans sa peau» est moins vulnérable à la maladie, une communauté humaine prospère et en bonne santé aura probablement recours à d'autres moyens que des conflits armés pour résoudre les inévitables problèmes et contradictions qui se posent à elle. Assurer au plus grand nombre possible d'habitants de notre planète ce bien-être physique, mental et social auquel se réfère l'OMS ne peut que contribuer au maintien de la paix en réduisant les causes de conflit liées à la pauvreté et au sous-développement, tant il est vrai que l'amélioration de

l'état de santé d'une population va nécessairement de pair avec l'amélioration des conditions de vie et de la situation sociale qui y règne. A l'inverse, les budgets militaires pléthoriques de nombreux pays absorbent des ressources considérables qui pourraient servir à autre chose, notamment à améliorer l'état de santé de la population et donc à favoriser la paix d'une façon autre qu'en préparant la guerre en vertu de la fameuse recommandation latine «Si vis pacem, para bellum»... Lutter pour la paix afin d'obtenir sinon le désarmement, du moins une réduction des dépenses militaires revient ainsi à œuvrer indirectement en faveur de la santé, puisque la quasi-totalité des

Etats Membres de l'OMS accordent désormais une importance capitale à l'objectif de la Santé pour Tous d'ici l'An 2000 et lui consacreront sans aucun doute une grande partie des ressources qu'ils pourraient se permettre d'économiser dans le domaine de la défense. Tout ce qui contribue de près ou de loin à la promotion de la santé favorise donc la paix et vice et versa. La terminologie médicale fait d'ailleurs suffisamment appel à des notions militaires telles que «défense» et «agression» pour que la guerre puisse à son tour être assimilée à une maladie susceptible, au demeurant, d'être mise en échec par des moyens comparables: information, compréhension,



U. Meier
Saint-Gall
Responsable
de réfugiés auprès
de la section

«Agir maintenant, notre avenir en dépend»: tel est le slogan de la campagne nationale d'appel de fonds de la Croix-Rouge suisse: «Agir maintenant, la paix en dépend», pourrait-on également dire: tout un programme. Mais qui doit faire le premier pas, qui doit agir? Il est pourtant plus simple ou même parfois nécessaire de camper sur ses positions, de prendre définitivement parti pour s'enterrer dans une guerre de tranchées, et de déléguer après coup le rôle du samaritain charitable et bien entendu infaillible à la Croix-Rouge suisse ou à d'autres institutions similaires. Résultat: l'institution devient elle-même statique, elle est comme figée dans son rôle.

Par chance, l'immobilisme n'est qu'une apparence. Mon travail à la Croix-Rouge m'amène à côtoyer de nombreux étrangers en exil, à la suite de situations de détresse les plus diverses. Chacun apporte à l'autre quelque

chose, même si nous devons parfois nous affronter. Nous scellons plus profondément nos plus hautes espérances et parcourons ensemble le chemin qui mène à l'intégration. Conformément à l'esprit de la Croix-Rouge, j'essaie d'être le plus disponible possible, de faire le lien auprès des Suisses et auprès des réfugiés. Le chemin est douloureux lorsque le réfugié doit admettre que son destin n'est pas unique. Mais il l'est encore plus lorsque le réfugié commence à se poser des questions sur les causes et les conséquences de sa situation.

Qui peut dire s'il s'agit là une contribution à la paix?

Je crois que nous ne pourrions répondre avec certitude à cette question qu'à partir du moment où les organisations que l'on appelle humanitaires ne seront plus de simples instruments de notre bonne ou mauvaise conscience.

Son geste était-il celui du samaritain ou du pacificateur?

Ni lui, ni la Croix-Rouge ne sont porteurs de la Vérité. Mais, leurs actions engendrent l'Amour et l'Espérance.

Eternel, accorde-nous ces sentiments et cette force et fait de nous l'instrument et les témoins de ta paix.



J.-P. Kunzi,
Administrateur
Porrentruy
Président
de la Fédération
des sections
jurassiennes
de la Croix-Rouge
suisse

Une pointe de malice, nous fait dire que seul le médecin s'acharne à supprimer sa raison d'être. Eh! oui, que deviendraient nos médecins sans malades?

Et que deviendrait la Croix-Rouge sans guerres, sans catastrophes?... Inutile.

Je songe à Henri Dunant, bataille de Solferino!

La Croix-Rouge peut apporter une contribution à la paix en demeurant une institution absolument neutre, qui jouisse à ce titre de la confiance de tous les courants politiques ou religieux. On doit également faire confiance en sa ferme volonté d'apporter une aide sans tirer un profit quelconque de la situation, et la laisser agir, partout où une aide d'urgence est nécessaire, aussi bien en Suisse qu'à l'étranger.



M. Hoffmann
Directeur
d'école normale
Rorschach
Président
de la section Bodan
Rheintal

La Croix-Rouge est pacifiante en étant toujours et partout présente, que ce soit en Suisse ou à l'étranger, dans le respect de sa neutralité absolue. La Croix-Rouge ne peut empêcher la guerre, mais elle peut toujours être présente, là où une guerre ou une catastrophe naturelle engendrent la détresse, la misère ou la souffrance, même si la situation peut paraître désespérée.

devrions nous attacher à diffuser la devise du Prof. von Albertini «vers la paix par l'humanité» et nous attacher à la faire reconnaître en montrant nous-mêmes l'exemple. Je pense ici en particulier à une collaboration avec les organisations humanitaires existantes, avec les organisations de jeunesse et les écoles.



H. B. Stiefel-Rother
Médecin
Winterthour
Président
de la section
de Winterthour

La Croix-Rouge est force de paix par la reconnaissance universelle de son action en faveur d'une paix durable entre les peuples (Un des principes les plus importants de la Croix-Rouge). Ce qui implique que nous ne relâchions pas nos efforts dans ce domaine.

Pour contribuer concrètement à la paix, nous

bien-être physique et progrès social.

Au-delà du rôle éminentement humanitaire, donc pacifique pour ne pas dire pacifiant, que jouent la médecine et l'ensemble des agents de santé publique, l'Organisation mondiale de la Santé s'est préoccupée à plusieurs reprises de la menace sans précédent que constitue l'éventualité d'un conflit nucléaire, qui impliquerait par définition le recours à des armes de destruction massive sans commune mesure avec toutes celles qui ont jamais été mises en œuvre dans le passé. Pour donner suite à une résolution adoptée en 1983 par l'Assemblée mondiale de la Santé, elle a par exemple chargé un comité in-

ternational d'experts en sciences médicales et en santé publique d'étudier les effets qu'aurait une guerre nucléaire sur la santé et sur les services de santé. Les conclusions de cette étude, publiées l'année dernière, indiquent notamment «qu'aucun service de santé, nulle part dans le monde, ne serait capable de traiter convenablement les centaines de milliers de blessés graves que ferait l'explosion d'une seule bombe de 1 mégatonne, par ses effets divers – souffle, chaleur ou rayonnement. L'explosion accidentelle d'une seule bombe parmi l'énorme stock qui a été constitué, pourrait faire assez de victimes pour submerger les services médicaux natio-

naux.» Les auteurs de ce rapport en concluent que «la seule façon d'envisager le traitement des effets des explosions nucléaires sur la santé consiste dans une prévention primaire: en d'autres termes, il faut empêcher la guerre atomique».

Le comité reconnaît certes que ce n'est pas à lui, ni encore moins à l'OMS, qu'il incombe de définir les mesures politiques qui permettront d'écarter cette menace et de mettre en œuvre un traitement préventif. Il ajoute cependant que «l'OMS peut œuvrer très activement dans ce sens en diffusant systématiquement des informations sur les conséquences sanitaires d'une guerre atomique et en

contribuant au maintien et au renforcement de la coopération internationale en matière de santé».

Le problème du désarmement n'étant de toute évidence pas de son ressort, l'Organisation mondiale de la Santé emprunte une autre voie, différente mais nullement incompatible, sur le chemin du renforcement de la paix mondiale. La Stratégie mondiale de la Santé pour Tous d'ici l'An 2000 constitue à cet égard une autre facette du même combat.

Philippe Stroot
Attaché de presse
à l'Organisation mondiale
de la Santé (OMS)